

Brochure n° 3101

Convention collective nationale

IDCC : 992. – **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,  
BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE,  
COMMERCE DE VOLAILLES ET GIBIERS**

---

AVENANT N° 53 DU 8 MARS 2017

MODIFIANT L'ARTICLE 36 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1750477M  
IDCC : 992

---

Entre

CNTF

CFBCT

FBHF

SNVD

D'une part, et

FGTA FO

CSFV CFTC

FNAAC CFE-CGC

FGA CFDT

FNAF CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre d'un litige opposant un salarié à son employeur, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation a été sollicitée pour rendre son avis sur l'interprétation de l'article 36 de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, en cas de licenciement.

À l'unanimité, les membres de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation rappellent que le sens de l'article 36 pour la détermination de l'ancienneté dans la branche, est précisé à l'article 38 de la convention collective et ne souffre d'aucune ambiguïté quant à son interprétation et son application stricte dans le cadre du calcul de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Néanmoins, afin de lever toute erreur d'interprétation, à l'avenir, quant au cadre d'application de l'article 36, les membres de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation décident, par cet avenant, d'en réviser la rédaction.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties soussignées, il a été décidé de modifier l'article 36 de la présente convention collective comme suit :

### **Article 2**

#### Article 36 « Ancienneté »

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Les dispositions prévues précédemment sont d'application stricte dans le cadre du calcul de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite des salariés quittant volontairement l'entreprise visée par l'article 38 de la présente convention collective. »

### **Article 3**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 8 mars 2017.

(Suivent les signatures.)